

«Le scénario idéal de l'après-guerre au Mali est celui d'un Cemoc économique»

De Louisa Aït-Hamadouche, universitaire, spécialiste en relations internationales

La guerre au Mali n'en est qu'à ses débuts. Le conflit peut s'enliser, comme il peut vite se terminer ainsi que le souhaitent les stratèges français depuis le lancement de l'opération Serval. Mais quid de l'après-conflit ? En expliquant les raisons de la crise dans ce pays et les enjeux régionaux qu'elle recouvre, l'universitaire algérienne, enseignante en sciences politiques et en relations internationales, privilégie trois scénarios. Le plus optimiste est celui qui verrait l'Algérie s'impliquer fortement dans des négociations politiques entre l'Etat central malien et les groupes politiques touaregs, et pour la création d'un «Cemoc économique», à l'image du comité d'état-major opérationnel conjoint, une structure militaire antiterroriste créée le 21 avril 2010 et regroupant les forces armées de plusieurs pays du Sahel (Mali, Niger et Mauritanie), sous l'égide de l'Algérie.

«Reporters» : L'opération que mènent aujourd'hui les forces françaises et maliennes pour récupérer le nord du Mali trouve sa justification dans la perte par Bamako de cette partie du pays et son contrôle depuis près d'une année par des groupes armés d'obédiences diverses. Comment en est-on arrivé à pareille situation ?

Louisa Aït-Hamadouche : La prise du Nord-Mali par des groupes armés ayant des obédiences et des objectifs divers est la conséquence logique de plusieurs échecs :

1- L'échec du Mali, en tant que pouvoir politique, dont le caractère démocratique n'a pas duré suffisamment longtemps pour devenir réellement représentatif et capable de garantir les droits de toutes les catégories sociales. Au lieu de négocier un pacte social avec les Maliens défendant un projet politique, il a opté pour un modus vivendi avec les terroristes, en échange de la sanctuarisation de son territoire. C'est aussi l'échec de l'élite intellectuelle, qui n'a pas réussi à créer les dynamiques d'une socialisation inclusive et qui a vu la société malienne se fractionner et sombrer dans des dérives racistes.

2- L'échec de l'Algérie, principal médiateur dans le conflit.

Elle défend la bonne démarche, mais n'a pas donné aux Maliens les moyens de l'appliquer, de même qu'elle ne s'est pas donné les moyens de l'imposer. Il me semble difficile, en effet, de dire aux Maliens qu'il faut un Etat décentralisé, une représentation démocratique de toute la population, une répartition juste des richesses, un développement qui respecte le mode de vie des populations, sans s'impliquer massivement. Le Mali n'a pas de réserves financières astronomiques dans lesquelles puiser. Le pétrole est encore au stade de l'exploration, et l'exploitation de l'or, environ 60% des exportations, ne suffit pas à acheter la paix sociale. Quant à l'armée, elle n'a ni la cohésion, ni les moyens, ni l'expertise pour lutter efficacement contre des groupes terroristes disséminés dans la Sahara. L'Algérie, qui voit à juste titre le développement comme la clé de ce conflit, aurait dû soutenir ce développement concrètement, d'autant qu'elle en a les moyens.

3- C'est aussi l'échec de l'Union africaine, qui voit, une nouvelle fois après la Libye, ses prérogatives, en termes de gestion et de résolution des conflits africains, être assumées par un acteur extrarégional. Mais au-delà, c'est l'échec de l'ensemble du continent, élite politique, intellectuelle et économique, qui ne parvient pas à produire un modèle à même de construire un sentiment national, susceptible de constituer la base d'un Etat moderne et pérenne.

Pensez-vous qu'avec un régime comme celui qu'avait le Mali du temps d'Ahmadou Toumané Touré, l'Algérie avait les moyens de concevoir et de construire avec ce pays une politique de codéveloppement. M. Touré était une source de sérieux problèmes pour Alger...

Exact. Le problème est structurel. Le Mali, c'est un test ; soit on apprend de nos erreurs, soit on se condamne à faire les mêmes erreurs. Par exemple, l'Algérie a effacé 3 milliards de dollars de dettes

de dix pays africains, l'année dernière. Comment se fait-il que les positions défendues par l'Algérie ne trouvent pas plus d'échos ? Comment se fait-il que l'Algérie soit en première ligne pour assumer les conséquences humanitaires de la guerre au Mali, mais qu'elle ne soit pas le premier partenaire économique et commercial du Mali ?

Car il est bien évident que ce ne sont pas les aides humanitaires en aval qui font l'influence, mais le poids économique d'un pays dans un autre. Il est vrai que Sonatrach est en pole position dans l'exploration du pétrole au Mali, mais ce n'était manifestement pas suffisant pour garantir une diplomatie d'influence à l'égard d'Ahmadou Toumané Touré.

Depuis le début de la crise malienne, l'Algérie a toujours cherché à privilégier l'option politique, qui consiste à dissocier la rébellion touarègue, laïque et islamiste, des autres groupes djihadistes et islamo-gangsters. N'ayant pas réussi en raison du refus surprenant d'Ansar Dine de respecter les accords d'Alger du 21 décembre 2012, elle a dû se plier à l'évidence de l'option de la guerre prônée par Paris. Pragmatisme ou échec ?

Pragmatisme ? Vous savez, une décision pragmatique comprend deux volets : la maximisation des profits et la minimisation des pertes. Dans le cas de figure que vous citez, l'Algérie est dans le second volet. Il faut bien savoir qu'on ne maximise pas ses gains sans s'investir et sans prendre de risques. Or, l'Algérie fait montre d'une prudence extrême.

C'est vrai que si elle intervenait par une projection de ses forces, le risque de débordement sur son territoire eut été bien plus élevé qu'il ne l'est actuellement. Par ailleurs, elle perdrait son statut de partie médiatrice. Elle a donc choisi de soutenir l'opération de la France. Cette stratégie a un avantage, celui de rester en retrait et de laisser la France assumer l'essentiel des risques et des coûts immédiats. En revanche, ses inconvénients ne sont pas négligeables. D'abord, elle alimente les suspicions de manipulations politiciennes. Ensuite, ce soutien ne semble pas totalement assumé, puisque son ampleur nous est révélée par le gouvernement français. Enfin, l'Algérie ne sortira pas indemne de ce paradoxe : la victoire de la France remet en cause les ambitions régionales de l'Algérie, et en même temps, l'Algérie doit aider à cette victoire, car en cas d'enlèvement, les conséquences seraient désastreuses.

Quelle lecture pourrait-on faire aujourd'hui du théâtre des opérations au nord du Mali ? Alors que le contingent de la force africaine de la Cédéao (Misma) n'est pas encore déployé, des analystes pointent le risque du borborygme. Qu'en pensez-vous ?

Une opération réussie de ce type se mesure en termes de semaines ; l'enlèvement se mesure en termes de mois. Il est donc trop tôt pour parler d'enlèvement. Ceci dit, la configuration est celle d'un conflit asymétrique, dans un environnement très difficile. Le caractère déterritorialisé de cette guerre est total, ce qui signifie que les groupes terroristes voudront porter la bataille là où la France ne veut pas la mener, à savoir les villes, les villages. Cette déterritorialisation fait aussi que les islamistes radicaux peuvent avoir un effet d'attraction, accentué par l'image d'une France puissance ex-coloniale (re)conquérante. Ce qui est certain, c'est que l'une des clés pour éviter l'enlèvement, c'est le soutien de la population. Il est primordial de couper les groupes extrémistes de leurs réseaux familiaux et tribaux. C'est là que l'Algérie, à travers ses réseaux, les tribus touarègues et ses capacités économiques, peut jouer un rôle décisif.

L'attaque terroriste contre le site gazier de Tiguentourine relance le débat sur les conséquences pour l'Algérie de l'intervention militaire française au Mali. Quelle est votre lecture à ce propos ?

L'Algérie a déjà subi trois attentats du Mujao sur son territoire et sort tout juste du choc de l'attaque d'In Amenas. Mais ce n'est peut-être pas la pire des conséquences, même si elle est déjà grave. En fait, la mésaventure de l'Algérie avec Ansar Dine montre que l'Algérie avait une stratégie cohérente et ambitieuse, mais qu'elle a commis deux erreurs : tout miser sur une stratégie qui exigeait du temps, alors qu'elle en manquait cruellement, et investir énormément d'énergie sur un acteur non homogène et dans lequel le courant radical a fini par s'imposer. Il sera sans doute

intéressant de savoir quel impact ces mauvais calculs auront sur la politique de l'Algérie dans la région et quelles leçons elle en tirera à plusieurs niveaux. En termes de communication, une autocritique est indispensable tant en termes quantitatifs que qualitatifs.

L'Algérie communique peu et mal, il s'ensuit une incompréhension et des critiques dont elle se passerait bien en temps de crises majeures. Il me semble pour le moins anormal que les faiseurs d'opinion soient marginalisés, ignorés et informés par des responsables étrangers, alors que s'ils étaient impliqués dans la stratégie choisie, ils aideraient à sa mise en œuvre, en prenant part à la guerre médiatique, dans laquelle l'Algérie sort perdante régulièrement. La peur de prendre des risques au Mali est due aux craintes de débordements à l'intérieur ; mais cette crainte aurait été réduite à son maximum si les positions du gouvernement avaient été expliquées à l'opinion publique et si les populations du Sud étaient suffisamment préparées. L'autre leçon à tirer, me semble-t-il, est stratégique : que veut l'Algérie ? Veut-elle être une puissance régionale avec laquelle il faut compter et dont l'influence est suffisamment significative au point d'être incontournable ? Si la réponse est oui, l'Algérie doit aller au bout de sa logique, déployer tous ses atouts, réajuster les mythes fondateurs de sa politique étrangère et se préparer à projeter ses forces. Faire ce que le Nigeria fait, sans complexe. Si, au contraire, le choix se porte sur la préservation des principes de prudence, de non-ingérence et de souverainisme, ce qui est tout aussi respectable, le discours doit changer. Il ne sera plus question de parler de rivalités régionales, de courses à l'armement et d'initiatives régionales innovantes, comme le Cemoc. Et il faudra s'habituer à voir d'autres faire ce que l'Algérie refuse de faire.

Pour rester dans les développements que vous venez d'effectuer, quels scénarii voyez-vous pour l'après-conflit au Mali ?

Trois scénarios :

- 1- Les opérations militaires échouent à isoler et affaiblir significativement les groupes, la guerre se poursuit, la partition s'impose de facto et la violence déborde sporadiquement chez les pays voisins. Le scénario afghan ou somalien est le pire des scénarios, mais pas le plus probable, car trop de pays souffriraient de cette situation.
- 2- Les opérations militaires réussissent, mais le pouvoir central ainsi qu'une partie des Maliens tiennent les Touareg pour responsables de la guerre civile. Les négociations piétinent et les groupes se fractionnent. La situation post-conflit s'éternise avec la présence des forces africaines de maintien de la paix, dont la présence n'est pas consensuelle. Le Mali reste dans une situation d'équilibre instable, susceptible de basculer d'un côté comme de l'autre. C'est approximativement la situation qui prévaut depuis un demi-siècle. C'est un statu quo coûteux de ni paix ni guerre qui condamne la région à l'instabilité.
- 3- Les opérations militaires réussissent à annuler les capacités de nuisance des islamistes, Bamako accepte de négocier avec les mouvements touaregs qui renoncent à la sécession. Pour éviter que l'histoire ne se répète, l'Algérie devra s'impliquer massivement, pour soutenir le développement du Mali, aider à la réconciliation des Maliens et penser à un Cemoc économique. C'est un scénario idéal, mais pas impossible, conditionné par une forte implication de l'Algérie

Source : http://www.reporters.dz/index.php?option=com_content&view=article&id=2147:louisa-ait-hamadouche-universitaire-specialiste-en-relations-internationales--lle-scenario-ideal-de-lapres-guerre-au-mali-est-celui-dun-cemoc-economiquer&catid=5:grand-angle&Itemid=12